l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Jeudi
23 septembre 1976
No 531

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Le plan Barre
UNE OFFENSIVE CONTRE LES TRAVAILLEURS

voir p. 3

Alors que les travailleurs poursuivent depuis un an une lutte dure contre leur licenciement collectif
Les dirigeants révisionnistes excluent de la CGT du Livre la section de l'Imro

Rouen – Au bout de dix mois d'occupation de leur usine, les 125 travailleurs de l'Imprimerie rouennaise (IMRO) étaient expulsés le 17 juillet dernier par les flics. La répression policière ne devait cependant pas parvenir à faire céder les ouvriers. Aussi ce qu'elle n'avait pu obtenir par la violence des flics, la bourgeoisie allait essayer de l'obtenir par l'intermédiaire des révisionnistes. Après s'être appuyée, en vain, sur son pilier policier contre les travailleurs de l'IMRO, la bourgeoisie s'appuyait sur son principal pilier politique et idéologique dans les rangs ouvriers : le révisionnisme. C'est ainsi, apprenait-on lundi soir, qu'après s'être livrés à d'innombrables pressions et menaces contre les travailleurs, les dirigeants révisionnistes de la Fédération française des travailleurs du livre CGT (FFTL-CGT) décidaient d'exclure la section CGT de l'IMRO !

Nous rappelions hier comment les dirigeants de l'Union départementale CGT (UD-CGT) de Seine-maritime s'étaient, selon leur propre terme, *«désolidarisés»* de l'opération «portes ouvertes» organisée par les travailleurs les 12 et 13 juin derniers ; et comment ils avaient en fait purement et simplement tenté de saboter cette initiative des ouvriers.

Deux jours plus tard, le 14 juin, une déclaration publique de l'UD-CGT de Seine-maritime parvenait aux ouvriers de l'IMRO et éclairait éloquemment les positions et les buts des dirigeants CGT.

L'UD-CGT déclarait notamment : *«Lors de l'ouverture de cette manifestation le samedi 12 juin le secrétariat de l'UD, constatant la présence d'éléments et de stands «gauchistes» dans l'entreprise, a décidé après en avoir informé la section syndicale, de se désolidariser de cette manifestation. Celle-ci, d'une part, ayant perdu son unique objet : populariser la lutte juste des travailleurs de l'IMRO et le scandale que constitue la volonté du pouvoir et du patronat de laisser en sommeil cet outil de travail* (sic !). *D'autre part, la direction de l'UD ne pouvant en aucun cas participer à une manifestation noyautée par des éléments irresponsables et provocateurs».*

«A plusieurs reprises, poursuivait la déclaration de l'UD-CGT, *l'UD avait fait la remarque aux militants de l'IMRO de cette complaisance anormale vis-à-vis de ces éléments»* qualifiés par ces experts en la matière de... manipulateurs.

La décision d'exclure la section CGT de l'IMRO était prise

La déclaration de l'UD-CGT se terminait sur une menace à peine voilée d'exclusion de la CGT contre la section de l'IMRO, la direction de l'UD annonçant sa décision d'avoir *«une explication franche et claire»* avec la section de l'IMRO afin *«que l'action menée par cette organisation* (la section de l'IMRO) *soit conforme aux orientations de la CGT»*, c'est-à-dire à la ligne bourgeoise, révisionniste, du faux parti communiste de Georges Marchais !

Mais les travailleurs de l'IMRO ne se laissaient pas intimider par ces menaces de répression.

(Suite page 4).

Afrique Australe
L'AVENIR APPARTIENT AU PEUPLE

Les guerilleros zimbabwe pendant un entraînement militaire (photo Chine nouvelle).

Au cours de son périple africain, Kissinger vient de faire savoir vertueusement qu'il «ne pouvait accepter la séparation des races telle qu'elle est appliquée en Afrique du Sud.» Voilà une déclaration qui ne manque pas de sel. D'abord, parce que jusqu'ici l'odieux apartheid ne semblait pas l'avoir empêché de dormir. N'est-ce pas même avec le soutien actif de l'impérialisme US que Vorster a pu se maintenir si longtemps en place.

Ce sont donc des raisons tout à fait conjoncturelles qui amènent le porte-parole de l'impérialisme US à proférer sans sourciller de semblables affirmations. Des raisons d'impérialistes, des raisons de superpuissance.

Car, particulièrement en cette période électorale, la Maison blanche est inquiète. Elle redoute par-dessus tout, une nouvelle pénétration, sur le sol africain, de l'autre superpuissance, le social-impérialisme russe. La perspective d'avoir à affronter dans ce continent, qualifié de «2e zone vitale pour les USA», une nouvelle situation à l'angolaise, l'épouvante. L'offensive menée par l'URSS en Angola n'a en effet pas fini de faire des remous dans l'opinion publique américaine qui a pu mesurer l'effondrement de l'influence américaine et sa nouvelle impuissance à riposter à une semblable manœuvre de la part de Moscou.

Car l'intervention directe de l'URSS n'est pas niable dans la guerre civile en Angola. Pas plus que son intervention à peine masquée derrière Cuba. Cuba est en effet un pays dont l'économie dépend des «aides» soviétiques

Et ce dans un continent, traditionnellement lié à l'Europe et dont les voies maritimes revêtent une grande importance pour les communications avec celle-ci.

(Suite page 2).

Chine
Souvenir des mineurs d'Anyuan

L'agence Chine-Nouvelle continue de rapporter quotidiennement des témoignages d'ouvriers, de paysans et de soldats chinois, rendant hommage au président Mao.

L'agence a publié hier un témoignage de vieux ouvriers mineurs d'Anyuan, berceau du mouvement ouvrier chinois où le président Mao eut un rôle dirigeant.

Kin Tsai-yun, vieil ouvrier ayant participé aux grèves de 1922, raconte le rôle de Mao Tsé-toung lorsqu'il vint à la mine :

«En automne 1921, il parcourut les galeries et les ateliers, bavarda cordialement avec les travailleurs pour s'informer de leurs difficultés, propager parmi eux le marxisme, élever leur niveau de conscience de classe et les encourager à s'unir dans la lutte contre l'impérialisme, les forces féodales et le capitalisme bureaucratique. Ils s'organisèrent alors immédiatement, ouvrirent une école du soir et un club pour les ouvriers et fondèrent la cellule du parti et la cellule de la Ligue de la jeunesse socialiste (1). C'est l'année suivante, en septembre 1922, qu'il dirigea la grande grève des mineurs et des cheminots d'Anyuan. Sous sa direction, le mouvement ouvrier s'y développa impétueusement.».

En se remémorant tout ce qui se passa alors, Kin Tsai-yun a dit, profondément ému : «La victoire du mouvement ouvrier d'Anyuan est due à la direction clairvoyante du président Mao et à sa ligne révolutionnaire prolétarienne. Bien qu'il nous ait quittés à jamais, il vivra toujours dans notre cœur».

(1) Nom de l'organisation de la jeunesse dirigée par le parti communiste.

Afrique Australe

L'AVENIR APPARTIENT AUX PEUPLES

(Suite de la page 1)

L'armée et la police politique sont étroitement contrôlées par les Soviétiques. Un général russe du nom de Victor Suniono, résidant en permanence à la Havane, coordonne les activités de la police politique cubaine et du KGB.

Sous le drapeau mensongèrement brandi de l'internationalisme prolétarien, l'intervention russe ne vise rien d'autre, en Afrique comme ailleurs, que l'établissement de la domination soviétique, le contrôle des côtes et des mers, le pillage des riches matières premières du continent et l'exploitation de sa force humaine.

Kissinger, en tout cas, ne s'y trompait pas lui, lorsqu'il déclarait : «Cette armée fait des pressions et veut déterminer l'évolution politique des événements par la force des armes. Nous l'avons déjà mise en garde. Aujourd'hui nous rappelons que les États-Unis ne tolèrerontplus une autre agression cubaine à l'étranger».

En fait Kissinger ne peut guère soutenir sérieusement que c'est l'activité de Cuba qui l'inquiète. Il suffit de remblacer «cubaine» par «soviétique» pour mieux comprendre le fond de sa pensée !

Mais l'impérialisme américain estime la situation si inquiétante pour ses intérêts que de simples mises en garde verbales ne suffisent pas. Il lui faut agir pour tenter de conjurer le brasier qui enflamme l'Afrique Australe et où l'URSS voit dans l'essor de la lutte des patriotes africains un nouveau champ de manœuvre possible pour elle.

L'apartheid et les régimes racistes ont fait leur temps. Il faut donc les liquider pendant qu'il en est encore temps, au profit d'une solution moins ouvertement scandaleuse au regard de l'Afrique tout entière. C'est ainsi que le raciste rhodésien Ian Smith qui, il y a quelques semaines encore proclamait que jamais la majorité noire ne parviendrait au pouvoir, vient de faire marche arrière... en noyant l'échéance dans des temps reculés. Kissinger a promis de payer la facture : 2 milliards de dollars pour la «reconversion» des colons blancs. En ces temps de crise économique où le Sénat américain épluche de près toutes les factures, il faut que le jeu en vaille la chandelle pour Washington.

C'est que les flammes de la guerre populaire progressent très vite en Afrique Australe. Et cette solution-là, celle qui est au bout des fusils des combattants de la liberté azaniens, namibiens, zimbabwe, ne peut en aucun cas être celle des USA pas plus que de l'URSS. Les premiers font des ouvertures aux pays africains en bazardant leurs alliés de la veille, la seconde spécule sur un facteur qui lui semble favorable : la relative division des mouvements de libération pour avancer ses pions, faire de tardives offres de service pour la livraison des armes. Bientôt on la verra soutenir un mouvement contre l'autre au profit de «l'internationalisme» et de «l'idéologie prolétarienne».

Mais les leçons de l'Angola sont méditées par tous. Ce n'est pas pour rien que les quatre pays «du premier front» (1) (Tanzanie, Zambie, Botswana et Mozambique) insistent sur l'importance de la lutte armée en Afrique Australe et renforcent leur aide matérielle aux patriotes africains. Le président mozambicain, Samora Machel, rappelle d'ailleurs souvent et avec insistance que «le peuple mozambicain s'est libéré seul, en comptant sur ses propres forces, sans l'aide de soldats étrangers».

Pour l'Afrique australe, une seule voie, celle de la lutte armée (ci-dessus patriotes zimbabwe à l'entrainement). (Photo Chine-Nouvelle).

En Afrique Australe l'avenir n'appartient ni à l'URSS ni aux USA mais aux peuples d'Afrique.

(1) Ceux qui ont une frontière commune avec les régimes racistes.

NAMIBIE (Sud Ouest Africain)

En 1919, à l'issue de la première guerre mondiale, la Société des Nations confiait à l'Afrique du Sud un mandat de protectorat sur le Sud-Ouest africain, jusque là colonie allemande.

Les racistes sud-africains, loin de préparer l'accès du territoire à l'indépendance comme ils en avaient reçu mission, se contentèrent de chausser les bottes des colons allemands et de mettre en coupe réglée les richesses du pays qu'ils annexèrent purement et simplement.

A de nombreuses reprises, l'assemblée générale des Nations unies, son comité permanent contre l'apartheid, intervinrent pour exiger l'indépendance du territoire. En 1971, Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, s'est même rendu sur place pour marquer plus solennellement cet engagement.

Avec l'arrogance qui leur est propre, les racistes sud-africains n'en ont tenu aucun compte. En Namibie 100 000 colons blancs continuent donc l'oppression et l'exploitation féroces de près d'un million de Noirs, privés des droits les plus élémentaires. Les richesses du pays – pêche, cuivre, diamants – sont à la base de cette obstination à prolonger la domination coloniale.

Mais elle n'est pas restée sans riposte et la lutte armée des patriotes namibiens n'a cessé de gagner en ampleur. Longtemps divisés, les mouvements de libération de Namibie ont avancé sur le chemin de leur unification. La SWAPO (Organisation de libération du Sud-Ouest africain) est actuellement le seul mouvement reconnu par l'ONU.

La tenue d'une conférence internationale sur l'avenir de la Namibie, tenue sous les auspices de l'ONU est envisagée. La manœuvre de diversion tentée par les racistes qui ont rassemblé une prétendue «conférence constitutionnelle» à Windhoeck, avec des chefs locaux vendus à leur cause, a abouti à un échec. Les patriotes namibiens ne conçoivent cet avenir que d'une seule façon : l'indépendance immédiate et la cessation de l'apartheid. Ils ne déposeront pas leurs fusils avant que cet objectif soit réalisé.

ZIMBABWE (Rhodésie)

Ancienne colonie anglaise, les colons racistes qui confisquent le pouvoir dans le pays ont proclamé unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie en 1965. 270 000 colons blancs refusent donc toute existence à 5 800 000 Africains.

A plusieurs reprises, le Comité du Conseil de sécurité contre la Rhodésie a prôné des sanctions économiques contre le régime de Ian Smith qui, jusqu'ici, se refusait obstinément à envisager l'accès de la majorité noire au pouvoir. Ces sanctions sont souvent restées sans effet, les différents pays impérialistes, dont la France, faisant passer les lois du commerce et du profit avant toute chose.

La lutte de libération a commencé en 1972 et pris un grand essor à partir de 1973, avec l'aide matérielle de la Zambie, du Zaïre et de la Tanzanie. Elle porte actuellement des coups très durs aux racistes rhodésiens qui, en représaille, multiplient les raids contre le territoire du Mozambique, qui accueille les guerilleros. Dès 1973 déjà, la lutte armée avait atteint une telle ampleur que le gouvernement de Ian Smith décidait de fermer la frontière rhodéso-zambienne et de rappeler des réservistes.

Le gouvernement raciste essaie de profiter de la division des mouvements de libération, notamment la branche intérieure du Conseil national africain (ANC) et l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) pour prolonger son maintien au pouvoir.

Alors que les patriotes revendiquent que le pouvoir soit transmis immédiatement à la majorité noire, Kissinger propose un délai de deux ans que Smith prétend rallonger à 6 ans !

AZANIE (Afrique du Sud)

Là, au cœur de la citadelle du racisme en Afrique du Sud, 4 200 000 colons blancs exercent leur féroce système d'apartheid contre 18 000 000 d'Africains et 3 150 000 métis. Les Anglais y supplantèrent des colons plus anciens, les fameux Boers, d'origine hollandaise, dès le début du 19e siècle

L'Afrique du Sud regorge de richesses : or, diamant, pétrole, des terres fertiles...

Devant l'irrésistible montée des luttes africaines, le régime de Vorster a tenté de trouver une parade : la création «d'États» noirs bidons, véritable «réserve» de main-d'œuvre africaine, parquée dans les zones les plus pauvres du pays, les bantoustans. Mais l'immense majorité de la population noire, y compris les bantoustans, refuse cette solution. Comme vient de le rappeler un leader nationaliste africain : «Les noirs d'Afrique du Sud demandent des droits et l'égalité et non des chaînes un peu plus confortables.» A cela Vorster ne connaît qu'une réponse : la trique et les balles. C'est ainsi qu'au cours des manifestations de Soweto, le chef de sa police a déclaré : «L'homme noir sait où est sa place, et s'il l'ignore, je le lui apprendrai.» Mais l'homme noir est en train d'apprendre aux racistes que là où il y a oppression il y a révolte et, débordé, le gouvernement raciste ne sait plus à quel saint se vouer pour prolonger sa survie devant l'insurrection permanente des patriotes africains et métis.

En Azanie aussi, les mouvements de libération sont malheureusement divisés. La question du rejet ou de l'acceptation des blancs dans la future société libérée a toujours partagé le mouvement nationaliste. Dans les années 50, le Congrès panafricain (PAC) se séparait du Congrès national africain qui prône la coexistence entre Africains et blancs. La libération du pays du joug raciste a d'ailleurs divisé la communauté blanche, une minorité parmi elle militant en faveur de l'accès au pouvoir de la majorité africaine, et endurant une dure répression, la grande majorité cramponnée à ses privilèges exorbitants, se ralliant à une politique de «terre brûlée» semblable à celle de l'OAS.

Mais elle ne pourra rien contre l'essor des luttes politiques et armées qui se développent irrésistiblement.

Finistère

LA LOI SCELERATE CONTRE 9 RESPONSABLES CFDT

Le 20 septembre, neuf travailleurs employés au Crédit agricole du Finistère comparaissaient devant la cour d'appel de Rennes. Ces neuf travailleurs, responsables syndicaux CFDT, avaient été inculpés au titre de la loi scélérate dite anti-casseurs suite à une manifestation qui s'était déroulée voici 17 mois.

C'est le 15 avril 1975 en effet que des travailleurs du Crédit agricole et de la Caisse mutuelle de réassurance agricole avaient bloqué, au cours d'une manifestation au Faou (Finistère), le trafic sur la voie expresse Quimper-Brest. Sous prétexte que deux véhicules avaient été «endommagés», et sous prétexte que des manifestants avaient «imposé» à des voyageurs l'achat d'un macaron comme «droit de péage» sur la voie expresse (sic !), la bourgeoisie avait engagé des poursuites contre les neuf membres du Bureau départemental FGA-CFDT (salariés de l'agriculture), syndicat organisateur de la manifestation.

Ces prétextes aberrants cachent mal en vérité la volonté de la bourgeoisie de baillonner coûte que coûte les travailleurs qui osent se dresser contre elle et contre son système d'exploitation. Mais la bourgeoisie aurait bien grand tort de prendre ses désirs pour la réalité. La preuve, le 20 septembre, alors que les neuf prévenus comparaissaient, plus de 700 travailleurs de l'agriculture venus de plusieurs départements manifestaient contre la répression devant le Palais de justice de Rennes.

C'est le 4 octobre que l'arrêt sera rendu concernant ces neuf responsables CFDT. D'ici là il est sûr que le soutien des travailleurs ne faillira pas. Non, la bourgeoisie ne parviendra pas à museler ainsi les travailleurs!

LE PLAN BARRE

UNE OFFENSIVE CONTRE LES TRAVAILLEURS

C'est donc aujourd'hui qu'est rendu public le plan gouvernemental destiné à faire supporter encore plus aux travailleurs le poids de la crise du système capitaliste.

Depuis plusieurs semaines on aassisté à une campagne visant à préparer le terrain à l'agression contre les conditions de vie de la population laborieuse.

Que nous a-t-on dit ?

D'abord on nous a ressorti la vieille rengaine sur le cycle infernal des salaires et des prix. Lessalaires augmentent trop paraît-il. Ce serait la cause de la hausse des prix.

Les patrons seraient obligés de répercuter les hausses de salaires dans les prix des marchandises. C'est là un vieux mensonge. Les travailleurs sont bien placés pour savoir que les augmenttions de salaires se traînent derrière la hausse des prix, qu'ils sont obligés de lutter pour que leurs salaires ne soient pas minés complètement par la hausse des prix.

Quand les travailleurs ont réussi à obtenir une augmentation de leurs salaires, elle est rapidement rognée par de nouvelles hausses de prix décidées par les capitalistes pour préserver leurs profits. C'est ça le vrai cycle infernal du capitalisme.

Les travailleurs consomment trop paraît-il également. La demande serait trop forte et provoquerait la hausse des prix. De qui se moque-t-on ? C'est sans doute le million et demi de chômeurs qui consomme trop !

En vérité, tout ceci ne vise qu'une chose : faire croire que ce sont les travailleurs qui sont les responsables de la hausse des prix afin de leur faire payer la crise. D'ailleurs, on n'a pas cessé denous parler de la nécessité de «consentir des sacrifices».

Avant même de connaître les détails du plan Barre, il est clair qu'il s'agit d'une attaque de grande envergure contre les travailleurs. «France-Soir» parle des «sacrifices les plus lourds depuis 1958».

Sacrifices pour qui ? On cherche à nous faire croire qu'ils seront «équitablement répartis», en fonction des revenus de chacun. Sans doute le plan Barre sera-t-il accompagné de quelques mesures démagogiques destinées à faire croire cela. C'est ainsi que l'on parle d'une augmentation de 4 % de l'impôt payé par les entreprises... sans doute pour mieux dissimuler les millions qui seront versés aux capitalistes pour qu'ils développent leurs investissements.

D'ores et déjà, on connaît certains points de ce plan et ils montrent tout à fait clairement que ce sont les travailleurs qui feront les sacrifices dont on nous parle.

1) Il s'agit d'abord d'une augmentation de l'impôt sur le revenu. En 1977, les seuils de tranches du barème d'imposition ne seraient pas relevés, malgré l'augmentation du coût de la vie. Ce qui signifiera une augmentation des impôts qui touchera massivement les travailleurs. On fera comme si votre pouvoir d'achat n'avait pas bougé alors qu'il aura baissé.

On parle également d'une augmentation des impôts de 4 à 8 % qui touchera plusieurs millions de personnes.

2) Il s'agit ensuite d'une augmentation des impôts indirects qui se traduira par une forte hausse de la vignette auto, du prix de l'essence notamment.

3) Il s'agit également d'un blocage ouvert ou déguisé des salaires. A ce sujet, «Le Monde» écrit : «Ce qu'il faut arriver à obtenir, estime le gouvernement, c'est que le pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus ne progresse pas pendant un an».

4) Il s'agit enfin d'une attaque en règle contre la santé des travailleurs, à travers la Sécurité sociale. Elle se caractériserait par l'augmentation des cotisations ainsi que par une liste de 400 médicaments d'usage courant qui ne seraient plus remboursés.

Les travailleurs doivent donc se préparer à apporter la riposte nécessaire pour défendre leurs conditions de vie. A une attaque de grande envergure, il faudra une riposte de grande envergure. Cela, le gouvernement ne l'ignore pas. C'est une des raisons pour lesquelles il se prépare à recourir à la répression contre les travailleurs les plus combatifs.

De leur côté, les dirigeants du PCF s'apprêtent à faire un grand battage surle plan Barre, dans le but d'essayer de placer leur camelote électorale en vue des élections municipales et législatives qui se rapprochent. Mais il est clair également qu'ils vont tout faire pour s'opposer à une vaste riposte des travailleurs qui'n'entrerait pas dans leurs plans pré-électoraux. Ils vont essayer de canaliser la colère populaire vers leur Programme commun tout en cherchant à saboter les luttes qui risqueraient d'effaroucher cette partie de l'électora gaulliste et centriste qu'ils convoitent et se disputent avec le PS.

LES REVISIONNISTES FRANCAIS ET LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS (2)

QUAND THOREZ EMBOITAIT LE PAS DE MOSCOU

A partir de la fin de l'année 1962, les dirigeants du PCF engageaient une violente campagne d'attaques publiques contre le Parti communiste chinois et allaient devenir parmi les plus actifs artisans de la campagne antichinoise orchestrée sur l'ordre du parti révisionniste d'URSS. Dés lors, la propagande du PCF allait avoir un seul but : calomnier la Chine et Mao Tsé-toung, tenter de les discréditer.

Le PCF, après Moscou, prit l'initiative des attaques sur la place publique contre le PCC. A cela les communistes chinois répondaient : «Il y a longtemps que le Parti communiste chinois estime, et il maintient, qu'il faut, comme cela se doit, résoudre les divergences entre partis frères conformément aux principes des deux Déclarations de Moscou*, c'est-à-dire dans le cadre de nos propres rangs, par de larges discussions et consultations menées en toute camaraderie et toute égalité. Nous n'avons pas inauguré la critique publique contre un parti frère, quel qu'il soit, ni provoqué le débat ouvert. Mais c'est mal calculer que d'imaginer que l'on peut profiter de notre juste position, qui consiste à placer par-dessus tout l'intérêt de l'unité contre l'ennemi, pour attaquer publiquement et à loisir le Parti communiste chinois, sans recevoir la riposte méritée.» (Renmin Ribao, 27 février 1963).

Il est clair au regard de l'histoire que ce sont les révisionnistes, avec à leur tête ceux de Moscou, qui ont pris l'initiative de la scission dans le Mouvement communiste international à l'époque. Leur objectif etait d'imposer par la force la ligne révisionniste adoptée en URSS apres le 20e Congrés du PCUS. A cela le Parti communiste chinois répondait en 1963 : «Le camarade Thorez et d'autres camarades affirment que les divergences sont nées du fait que le Parti communiste chinois n'a pas admis les théses du 20e Congrés du Parti communiste de l'Union soviétique. Cette formulation de Maurice Thorez et des autres camarades constitue par elle-même une infraction aux principes régissant les rapports entre partis frères, principes définis dans les deux Déclarations de Moscou. Suivant ces deux documents, établis en commun, les rapports entre partis frères sont basés sur l'égalité et l'indépendance. Nul n'a le droit d'exiger que tous les partis frères admettent les théses d'un parti donné. Aucune résolution d'un congrés de quelque parti que ce soit ne peut faire fonction de ligne commune du Mouvement communiste international ni n'engage les autres partis frères.» (D'où proviennent les divergences ? Réponse à Maurice Thorez et d'autres camarades).

Tout en étant en désaccord avec le 20e Congrés du PCUS, et l'ayant fait savoir à celui-ci, les communistes chinois n'avaient pas fait état publiquement de leurs désaccords. De leur côté, les Soviétiques voulaient imposer à l'ensemble du mouvement communiste la ligne révisionniste du 20e Congrés. Ce que les dirigeants du PCF firent, Thorez en tête, ce que le PCC refusa de faire, s'en tenant aux principes marxistes-léninistes. En 1960, l'URSS, espérant faire céder les communistes chinois, rompait tous les accords économiques avec la Chine, lui créant ainsi de graves difficultés économiques qu'elle espérait mettre à profit.elle étendait ainsi les divergences idéologiques aux rapports entre les États. Déjà, le PCF prenait le parti de l'URSS et voulant faire passer le blanc pour le noir accusait la Chine d'avoir «mêlé les problèmes d'État aux questions idéologiques et politiques».

Il montrait ainsi son vrai visage de valet des dirigeants du Kremlin.

(Suite demain).

* En 1957 et 1960 eurent lieu deux conférences mondiales des partis communistes à Moscou qui adopterent des declarations communes que les révisionnistes soviétiques devaient violer à peine signées.

La sécheresse en Lozère

MANIFESTATION D'AGRICULTEURS A MENDE

Plus de six cents agriculteurs se sont rassemblés mardi après-midi dans la salle des fêtes de Mende (Lozère) pour protester contre le classement de leur département en zone 3, dans le cadre des mesures antisécheresse.

Selon ce classement, les éleveurs toucheront 50 F de prime provisoire par tête de bétail ce qu'ils jugent nettement insuffisant. Les représentants de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles et ceux du Centre des jeunes agriculteurs ont souligné au cours de leurs interventions la situation catastrophique des éleveurs de la Lozère.

Les agriculteurs du département se sont également élevés contre l'impôt sécheresse qui divise les travailleurs.

Alors que les travailleurs poursuivent depuis un an une lutte dure contre leur licenciement collectif

Les dirigeants révisionnistes excluent de la CGT du Livre la section de l'Imro!

(Suite de la p. 1)

Ils venaient d'ailleurs, quelques jours avant la décision officielle d'exclure leur section, de rendre publique leur réponse à la déclaration de l'UD CGT. C'est ainsi que sous la signature *«des travailleurs de l'Imro, syndiqués CGT»*, ils écrivaient : pendant les dix mois d'occupation, *«l'entreprise était ouverte en permanence à tous ceux qui soutenaient notre lutte sur les bases et les modalités que nous avions décidées démocratiquement en assemblée générale. Peut-on dire que nous avons été manipulés ? Non ! Nous avons discuté avec tous ceux, toutes les organisations progressistes, qui sont venus nous voir ».*

«Si nous avons pu discuter avec tous, accepter le soutien de tous, c'est parce que nous nous sentions forts, forts de la pratique syndicale ouverte et démocratique qui était la notre depuis plusieurs années, pratique qui a fait que nous avons mené au succès de nombreuses luttes, bien avant le 29 septembre 1975. Du fait de notre pratique,... les propositions de lutte et d'action étaient discutées et prises par l'ensemble des travailleurs. Ainsi nous avons pu forger une unité très solide des travailleurs de l'Imro. Nous ne considérons pas du tout que le fait de discuter avec l'ensemble des organisations politiques, des syndicats et organisations socio-professionnelles conduise immédiatement à la manipulation comme voudrait l'expliquer l'UD de Seine-Maritime... PENSER QUE LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS CAPABLES DE DISCUTER SANS SE FAIRE MANIPULER, C'EST LES MÉPRISER» (souligné par nous, NDLR).

La lutte de l'Imro s'est caractérisée – et se caractérise – par une participation active et massive des travailleurs à l'occupation et à toutes les actions de popularisation. Après l'avoir rappelé comme un résultat positif de leur pratique de la démocratie syndicale et de la démocratie prolétarienne, et après avoir réfuté concrètement les propos selon lesquels l'UD CGT *«n'a cessé ... de soutenir leur lutte et d'assurer la solidarité qui s'impose»* – on voit d'ailleurs aujourd'hui ce qu'il en est de ce soutien ! –, les travailleurs de l'Imro expliquaient : *« Ce que nous demandions aux organisations de gauche et d'extrême-gauche quand nous les recevions à l'Imro, c'était de discuter d'un soutien concret et réel et non pas seulement verbal comme certaines organisations l'ont fait... Faut-il se plaindre également que le soutien soit venu des sections CFDT et que ces sections aient collé nos affiches signées «CGT-Livre», sans oublier la diffusion de nos tracts et journaux, et ceci sans en faire une querelle d'organisation syndicale ? Nous ne le pensons pas... »*

A la critique qui leur est faite *«d'avoir pris des initiatives sans l'aval de l'UD»*, les travailleurs répondent encore : *«Nous avons toujours considéré que nous étions les plus à même de comprendre les aspirations des occupants de l'imprimerie et également de savoir quels types d'initiatives prendre».*

C'est bien en effet cette ligne que les travailleurs ont suivie et continuent de suivre. Ainsi lorsqu'après leur expulsion par les flics, le 17 juillet, la direction révisionniste de l'UD CGT de Rouen a organisé une mini-manifestation – le tour de l'imprimerie, dans un quartier totalement désert – à titre de «contre-attaque», les travailleurs ne se sont pas laissés abuser par cette mascarade de «riposte du tac au tac» et ont continué, en comptant sur leurs propres forces, à se battre et à populariser leur lutte. La pratique montre aujourd'hui combien ils avaient raison de procéder ainsi : les dirigeants révisionnistes viennent d'abattre leur jeu. Derrière leurs allures de défenseurs des ouvriers en butte à la répression policière, ce qu'ils voulaient c'était s'emparer de la direction de la lutte pour la dévoyer et mieux l'enterrer.

Leur tactique a été mise en échec. Et c'est une bonne chose car cela a contraint les révisionnistes à mettre leurs cartes sur la table et à apparaître pour ce qu'ils sont : de fieffés réactionnaires. Les révisionnistes ont expliqué leur décision de démanteler la section de l'Imro : 1) par le fait que la section s'est rendue en tant que telle à la Coordination des entreprises en lutte contre les licenciements qui s'est tenue dernièrement à Besançon, et : 2) par le fait que les travailleurs publiaient régulièrement un journal, «Spécial licenciements», dont les colonnes étaient ouvertes aux autres usines en grève contre les licenciements, et qui était diffusé dans toute la France. Mais ce sont là les raisons officielles. Il est pratiquement certain en fait que la direction de la FFTL CGT a précipité sa décision d'exclure la section de l'Imro après que celle-ci ait rendu publique sa réponse à la déclaration de l'UD CGT de Seine-Maritime. Qu'une section rue dans les brancards à l'intérieur de la CGT, les révisionnistes ont bien du mal à le supporter, mais qu'elle porte les problèmes sur la place publique, cela ils ne peuvent le supporter !

«Nous ne regrettons rien de ce que nous avons fait, concluaient les travailleurs de l'Imro dans leur réponse à l'UD CGT, *nous refusons les attaques dont nous sommes l'objet... Nous avons le sentiment d'avoir accompli notre devoir de travailleurs en lutte, et nous appelons l'ensemble des travailleurs à nous soutenir dans notre combat pour l'emploi contre le patronat et le pouvoir qui veulent faire payer la crise aux travailleurs.*

Les travailleurs de l'IMRO devant leur entreprise occupée.

La Conférence nationale ouvrière du PCMLF(2)

LES ENTREPRISES : LIEU PRIVILEGIE DE L'AFFRONTEMENT DE CLASSES

La Conférence nationale ouvrière du PCMLF a réaffirmé que la contradiction fondamentale et principale de la société française se situe entre bourgeoisie et prolétariat. La bourgeoisie capitaliste et impérialiste et tous ceux qui veulent perpétuer son système sont l'ennemi fondamental du prolétariat.

Dans un système capitaliste, la classe ouvrière produit des richesses sans rien posséder, sinon sa force de travail qu'elle vend aux patrons capitalistes contre une indemnité (appelée salaire) qui lui permet seulement de renouveler sa force de travail ; ce sont les capitalistes qui en récoltent les fruits. Du fait qu'elle n'a rien à perdre, la classe ouvrière se trouve être la classe la plus révolutionnaire. De plus, elle possède de grandes possibilités d'éducation et d'organisation, sa théorie scientifique (le marxisme-léninisme) et son propre état-major politique (le parti marxiste-léniniste). Elle est donc la seule classe capable de remplir la fonction dirigeante dans la lutte pour le socialisme. Elle doit avoir conscience de son rôle historique : se dresser la première dans la lutte révolutionnaire contre le capital, rallier à elle dans cette lutte tous les travailleurs et les exploités. C'est elle la force sociale qui guide l'ensemble du processus révolutionnaire en vue de la transformation du monde sur de nouvelles bases sociales et politiques. Partout où la révolution prolétarienne a triomphé cela s'est fait sous la conduite de la classe ouvrière et de son parti marxiste-léniniste.

C'est précisément pour l'empêcher de jouer son rôle historique que la bourgeoisie de tout bord prétend qu'aujourd'hui – dans la société dite «d'abondance» – le temps n'est plus à la confrontation mais à la «concertation», au dialogue entre «partenaires sociaux». Or, les rapports aujourd'hui entre bourgeoisie et prolétariat sont les mêmes que ceux du temps de Marx : des rapports d'exploiteurs à exploités.

Les aspirations au changement

Les travailleurs veulent que cela change, ils ne se laissent pas tondre la laine sur le dos comme des moutons : grèves et manifestations se succèdent prenant parfois des formes violentes. Pourquoi ? Ils aspirent à des changements profonds, ils refusent les licenciements et le chômage, les salaires de misère, les conditions de travail exténuantes ou abrutissantes, les loyers hors de prix, la médecine au service des riches, les plans d'austérité...

La bourgeoisie n'abandonnera jamais le pouvoir de bon gré, et pour s'y maintenir tous les moyens sont bons. Lorsque les travailleurs manifestent leur volonté d'en finir avec cette dictature, ou ne serait-ce même que pour des revendications économiques, ils se heurtent à la bourgeoisie qui détient l'Etat et se sert de tous ses instruments – police, armée, justice... – pour perpétuer sa domination de classe et réprimer tous ceux qui contestent l'ordre des exploiteurs.

En cette période de crise, pour essayer d'en faire payer les frais aux travailleurs, la bourgeoisie cherche à mettre de son côté les «leaders» – en l'occurence les chefs syndicaux qu'elle a réussi à corrompre – pour traiter avec eux (sur le dos de la classe ouvrière) des accords visant à instituer la «paix sociale» dans les entreprises. Ceci pour anihiler la volonté de lutte des masses et les détourner de la voie révolutionnaire, et ainsi les exploiter toujours plus. Les chefs révisionnistes et réformistes en signant de tels accords (tel Grenelle en 1968), marchent dans la combine, ils ont pris fait et cause pour la bourgeoisie contre le prolétariat.

L'édification d'un état-major politique

Le révisionnisme est la principale force bourgeoise implantée dans les entreprises et infiltrée dans les rangs ouvriers. A son projet d'Etat social-fasciste, comme à tous les autres projets bourgeois, la classe ouvrière se doit d'opposer son propre programme, son propre projet : la dictature du prolétariat. Pour cela elle doit se doter des moyens qui lui permettront d'atteindre son but, en premier lieu l'édification de son état-major politique de combat.

Lénine enseignait que *«Le prolétariat ne peut accomplir aucune révolution prolétarienne victorieuse s'il n'a pas son propre parti politique indépendant»* Le parti marxiste-léniniste est, *«au point de vue de la politique et de l'organisation, le levier à l'aide duquel la partie la plus avancée de la classe ouvrière dirige toute la masse du prolétariat dans la bonne voie. Si cette minorité a une réelle conscience de classe et réussit à conduire les masses, si elle peut répondre à toutes les questions qui sont à l'ordre du jour, elle est à proprement parler un parti. Si la minorité ne s'entend pas à conduire les masses, à se mettre en liaison avec les masses, elle n'est pas un parti, elle ne vaut rien, même si elle s'intitule parti »*

Combattre les traditions électoralistes

Toutes les forces politiques bourgeoises essayent de réduire la lutte politique aux seules élections, c'est-à-dire sur leur terrain. En s'appuyant sur de vieilles traditions électoralistes et humanistes, en dissimulant leur projet politique réel, elles font en sorte que le prolétariat se rallie à l'une ou l'autre force bourgeoise et cherchent ainsi à le détourner de la lutte révolutionnaire, tout en s'en servant pour mettre en place leur propre projet de société... capitaliste.

Dans les entreprises, l'instrument privilégié des dirigeants révisionnistes et socialistes est sans nul doute les syndicats qu'ils contrôlent, qui sont déjà une structure d'encadrement de masse, dont ils se servent contre la classe ouvrière en propageant leurs thèses réactionnaires.

C'est dans les entreprises, là où la classe ouvrière se trouve rassemblée, concentrée, que l'exploitation et l'oppresion capitaliste sont les plus fortes. C'est là aussi, dans la lutte quotidienne contre cette exploitation que la classe ouvrière prend conscience de sa force, que l'affrontement de classes est le plus clair, que le parti du prolétariat doit démasquer tous les remèdes de charlatan et gagner les masses à la lutte révolutionnaire.

document

LES CONSEQUENCES DE LA SECHERESSE ET NOTRE LIGNE DE COMBAT (2)

Récemment, des militants marxistes-léninistes se sont réunis dans le but de rassembler des éléments d'enquêtes sur les conséquences de la sécheresse tant sur les plans économique et social, que politique.

En introduction à cette réunion fut lu un rapport central établissant le bilan de la situation issue de la sécheresse dans notre pays.

Hier, nous avons publié la partie consacrée aux conséquences économiques de la sécheresse et commencé à aborder la question «qui sont les plus touchés ?»: Nous la poursuivons aujourd'hui.

Les petits fermiers, métayers et petits paysans sont les plus touchés parmi l'ensemble des agriculteurs du secteur élevage notamment, mais pas seulement.

Les petits fermiers déjà en période normale doivent trimer du matin au soir pour payer le fermage au propriétaire foncier, cette sorte d'impôt datant du Moyen-Age. Eux, ils n'ont pas de quoi subvenir aux besoins les plus élémentaires de leur famille une fois qu'ils ont payé d'un côté l'industriel, le Crédit agricole ou le prêteur, et le propriétaire et qu'ils ont reçu de l'autre le maigre revenu provenant de la vente de leurs produits.

Les petits métayers, et ils sont encore nombreux, doivent donner une part importante de leur production au propriétaire foncier et sont soumis à ses exigences les plus arbitraires, jetés à la rue au mépris des lois en vigueur.

Les petits paysans possédant un petit lopin de terre qui ne peut les nourrir et les vêtir convenablement et qui sont obligés de louer leurs bras aux paysans riches ou encore à l'usine.

Comment donc, ces petits paysans, qui quittent la terre chaque année par milliers, vont-ils pouvoir faire face aux pertes qu'ils ont subies cette année en fourrage, en production et en bêtes ?

Et les paysans moyens ?

Nombre de ces agriculteurs, il y a une quinzaine d'années, ont cru, on était bien obligé de croire, au chant de sirène des ministres de l'Agriculture qui promettaient une part du gâteau du marché de l'Europe «verte» à ceux d'entre-eux qui se modernisaient. Beaucoup d'entre-eux se sont endettés auprès du Crédit agricole pour acheter du matériel, faire la course aux bonnes terres. Mais on le sait aujourd'hui, les rêves se sont effondrés pour la majorité d'entre-eux.

Les dettes se sont accumulées et nombreux sont ceux qui ont conscience de ne posséder terre et matériel que sur le papier et qu'ils sont tenus à la gorge par le crédit et les truts agro-alimentaires.

Parmi eux, beaucoup espèrent s'en sortir mais là aussi, il y a peu «d'élus» et leur intérêt est en définitive aux côtés des autres travailleurs de la terre, ouvriers agricoles et petits paysans.

Comment feront ces milliers de paysans moyens pour rembourser leurs annuités de crédit cette année ?

Les autres

Eh bien, les autres, ce sont les riches et les capitalistes de l'agriculture. Parmi eux, il y en a pour qui la sécheresse est juste un accident de parcours et qui bénéficieront de toute façon des subsides de l'État ; il y en a d'autres – les gros céréaliers – qui en ont carrément profité. Ceux-là, même s'ils peuvent avoir quelques contradictions temporaires avec la bourgeoisie monopoliste au pouvoir font de toute façon partie du même camp, celui de ceux qui s'enrichissent du travail des autres. En aucun cas nous ne devons les défendre, car ils sont les meilleurs défenseurs du régime capitaliste à la campagne.

Les effets politiques de la crise agraire

L'approfondissement de la crise agraire, qui est une partie de la crise générale du capitalisme dans notre pays, a eu pour effet immédiat ces derniers mois , en ce qui concerne la bourgeoise, l'aiguisement des contradictions entre ses partis politiques, ainsi qu'entre les politiciens de ces mêmes partis. Le débat qui s'est instauré autour de la question de la politique que l'État capitaliste devait suivre vis-à-vis des sinistrés de la sécheresse et de l'agriculture en général a révélé l'exacerbation des rivalités entre les deux principaux secteurs de la bourgeoisie ; celui au pouvoir et la bourgeoisie d'opposition regroupée derrière le sigle de «l'Union de la gauche».

La politique gouvernementale face à cette question a mis à nu le caractère démagogique des promesses faites aux agriculteurs selon lesquelles *«leurs revenus ne baisseraient pas en 1976»*.

Voyant que la colère montait dans les campagnes en plein été, les «opérations paille» furent lancées par l'intermédiaire du syndicat des gros céréaliers et betteraviers, la FNSEA de Debatisse.

Mais celles-ci, loin de permettre une juste répartition de la récolte de paille, n'apaisa pas les esprits des travailleurs des champs. Le gouvernement redoutant le développement de mouvements paysans, annonça fin août une série de mesures pour «calmer les esprits». Le ministre Bonnet déclara lui-même qu'elles avaient été prises comme «avances» avant la fin septembre pour des raisons *«politiques»*. Seulement le train de mesures annoncées, loin de calmer les esprits, permit aux paysans sinistrés les plus démunis d'avoir une idée sur l'ensemble des mesures du gouvernement.

Il était clair en effet que ce dernier employait la tactique «diviser pour régner» en coupant la France en quatre zones, en «n'aidant» que les éleveurs et en déclarant que le tout serait payé par les salariés.

La protestation fut générale, mais la confusion aussi. Sur ce dernier point le gouvernement obtenait ce qu'il avait voulu : diviser.

Autre tactique du gouvernement : sous-estimer de façon flagrante le montant global des pertes des sinistrés pour avoir moins à indemniser chaque agriculteur, et particulièrement les petits et les moyens.

A ce jour nous ne connaissons pas encore la totalité du plan gouvernemental, même si des éléments ont volontairement été dévoilés par le ministère de l'Agriculture, comme la suppression de la division de la France en quatre zones qui avait immédiatement déclenché la riposte des agriculteurs des régions lésées par ces divisions arbitraires. Seulement nous pouvons nous douter qu'en aucun cas les mesures du gouvernement n'iront dans le sens d'une juste et équitable indemnisation des petits paysans et des paysans moyens sinistrés.

C'est cette politique qu'il faut combattre en développant la lutte de classe politique et économique à la campagne en prenant pour base la petite paysannerie.

notamment celle de l'Ouest sérieusement sinistrée.

Ces régions sont connues en effet pour la faible audience des partis de l'Union de la gauche dans les campagnes, au niveau des petits et moyens paysans.

Seulement à mesure que l'exploitation monopoliste des campagnes s'intensifie, les idées nouvelles progressent et l'Union de la gauche y voyant un terrain propice tente par tous les moyens d'y accroître son influence.

Combattre l'Union de la gauche et en particulier le faux Parti communiste français qui en a été l'instigateur, est donc une question capitale pour le développement de la lutte de classes à la campagne.

Voyons d'ailleurs d'un peu plus près ce qu'avance le PCF sur la question de la sécheresse.

Première constatation, le parti révisionniste y a accordé une grande place dans son agitation contre le gouvernement en place : «proposition de loi pour sauvegarder l'agriculture française» ; délégation de dirigeants dans les différents départements, large place dans sa presse ; et campagne de la CGT à propos du fameux impôt – campagne qui d'ailleurs n'a visiblement pas rencontré de grands échos, tant auprès de la CFDT que des travailleurs des villes en général.

Ici, il nous faut examiner le mot d'ordre du PCF «sauvegarder l'agriculture française» et nous rendre compte qu'il est capable d'abuser les paysans exploités réellement désireux de changements.

Pour les entreprises agro-alimentaires

Les entreprises agro-alimentaires touchées par les conséquences de la sécheresse doivent pouvoir obtenir des aides adaptées à leur situation
- allongement des prêts bonifiés,
- crédit exceptionnel de trésorerie,
- moratoire financier en vue de leur permettre de maintenir une certaine activité et le niveau de l'emploi de leurs salariés

Enfin, des mesures doivent permettre la poursuite des actions de développement et celles des organismes techniques d'élevage.

texte paru dans «Sarthe Nouvelle» organe du faux PC. Article intitulé «proposition pour sauvegarder notre agriculture»

Combattre l'Union de la gauche, combattre la politique du faux parti communiste

Seulement, combattre cette politique dans tous ses aspects ne suffit pas.

Combattre uniquement cette politique gouvernementale serait nier qu'en France, l'opposition bourgeoise cristallisée dans l'Union de la gauche n'attend qu'une occasion pour utiliser le mécontentement des masses populaires pour s'emparer du gouvernement et gérer à sa manière les intérêts du capitalisme monopoliste d'État.

Cette question prend d'ailleurs un reflet bien particulier dans les campagnes,

Dans son fond, c'est une nouvelle façon de présenter l'idée indispensable à la bourgeoisie de la prétendue unité d'intérêts du «monde» paysan dans son ensemble. En clair, il signifie : «paysans, pauvres et riches, contre la sécheresse, nous avons les mêmes intérêts, unissons-nous !». En fixant comme cible la sécheresse et en proposant à mot couvert l'unité de tous les agriculteurs, le PCF dévoile le caractère fondamental de sa politique générale qui est la sauvegarde de l'économie capitaliste.

En clair, il s'agit pour ce parti d'appeler la masse des petits et moyens paysans à se battre pour défendre les intérêts des gros.

(suite du rapport demain)

Suite a la sécheresse, un paysan surendetté se suicide

Un jeune agriculteur de la Somme, André Montaigne, 31 ans, a mis fin à ses jours, la semaine dernière, désespéré par les difficultés dues à la sécheresse et par les surendettements de son exploitation.

Monsieur Montaigne, n'est pas un petit paysan, il avait 70 vaches laitières. Seulement, comme beaucoup de paysans moyens, il avait espéré s'en sortir en appliquant les consignes de la bourgeoisie monopoliste et de son gouvernement, «modernisez-vous !» Seulement pour ces paysans se moderniser signifie s'endetter pour des millions auprès des organismes de crédit – comme le Crédit agricole – qui ne sont que la courroie de transmission du capital bancaire.

Beaucoup espèrent ainsi s'en sortir et n'hésitent pas à «écraser» les petits, mais en fin de compte il n'y a que peu d'élus dans la couche des paysans riches. L'endettement pour la majorité aboutit à ne posséder son cheptel et ses autres moyens de production que sur le papier : la banque étant en vérité le véritable propriétaire.

C'est ce qui explique le geste désespéré de M. Montaigne : l'endettement qu'il avait déjà contracté, ne lui permettait pas de faire de nouveaux emprunts.

Evidemment, nous ne partageons pas son geste, mais nous en comprenons les causes.

Pour nous, ces paysans également touchés par la sécheresse, doivent réfléchir sur leur rapport avec les ouvriers agricoles et les petits paysans qui sont les principales victimes de la sécheresse et qui ont ensemble le même ennemi : le capital monopoleur et les gros propriétaires fonciers.

La seule issue pour eux est de s'unir autour des petits paysans pour la lutte de classe sur la base des intérets de ces derniers. Car au niveau des petits, ce n'est pas une question d'endettement, aujourd'hui c'est la lutte contre la ruine, la misère et pour la survie.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

Sécurité sociale

Quelles mesures prépare le gouvernement ?

Va-t-il limiter les transferts financiers des caisses de la Sécurité sociale vers les monopoles, les profits «remboursés par la Sécurité sociale» des labos pharmaceutiques et des industries médicales, diminuer la TVA que l'État prélève sur les dépenses de santé, obliger les entreprises à régler leurs dettes qui ont progressé de 30 % par rapport à 1974 et s'élèvent à près de 6 milliards.

Vous pensez bien qu'il n'en est rien ! Il serait tout aussi illusoire de demander à ce gouvernement capitaliste de mettre fin au chômage, aux bas salaires qui sont pourtant d'un point de vue purement gestionnaire autant de manque à gagner dans les «recettes» de la Sécurité sociale, ou aux accidents de travail qui contribuent de façon notable à ses dépenses.

C'est pourtant ce que réclament les révisionnistes qui font mine de s'étonner hypocritement que le gouvernement ne semble pas s'orienter vers ces solutions. Dans l'«Humanité» du 15/9 Mireille Bertrand, membre du Bureau politique du PCF appelle de façon démagogique les travailleurs à «reconquérir» la Sécurité sociale et «leur» argent et dévoile la clé de l'énigme du «déficit» : ce serait le «détournement de fonds par l'État et les monopoles».

En fait elle confond à dessein ce qui dans la Sécurité sociale représente un acquis de la lutte de classes et le rôle que joue dans notre société cet organisme intégré dans l'appareil d'État capitaliste.

Les droits au remboursement des soins, à la retraite, représentent une conquête importante de la classe ouvrière, mais que représente l'organisme Sécurité sociale ?

Lorsqu'il a été créé dans les années 45-46, c'était certes sous la pression populaire et pour répondre aux aspirations des travailleurs au bien-être et à une meilleure santé. Mais l'État capitaliste l'a aussi conçu comme un organisme de collaboration de classe pour développer des illusions pernicieuses : la possibilité de soins égaux pour tous dans notre société et la possibilité de garantir cette égalité en faisant participer les «représentants des salariés» aux conseils d'administration de la Sécurité sociale. La Sécurité sociale représente pour l'État une «pompe à fric» qui lui permet de s'approprier une masse d'argent considérable (près de 20 % du PNB) dont il se sert comme d'un volant financier pour équilibrer son budget capitaliste et pour alimenter en prêts et autres subventions les monopoles, via la Caisse des dépôts et consignations.

Avec le chantage au «déficit», en fait chantage à la santé des travailleurs, l'État dispose d'un levier idéologique puissant pour augmenter de façon déguisée ses impôts en augmentant cette ponction particulière de plus-value que représentent les cotisations sociales. Pour effectuer cette opération sans douleur il a tout intérêt à entretenir des illusions sur une soi-disant autonomie de la Sécurité sociale et sur sa vocation de «service public» au service des travailleurs. Cela lui permet de faire pression sur eux en criant à la banqueroute et de se donner, comble de cynisme, le beau rôle en renflouant in extremis les caisses de la Sécurité sociale.

Mireille Bertrand entame le même refrain de collaboration de classe et participe donc à un duo quand elle laisse entendre que la Sécurité sociale serait en quelque sorte la «propriété» des travailleurs et que le gouvernement actuel la détournerait de ses fins... parce que c'est un gouvernement de droite sans doute !

En fait elle n'est pas plus la propriété des travailleurs que les entreprises nationalisées. Elle est la propriété de l'État capitaliste qui s'en sert pour prélever aux travailleurs un supplément de plus-value. Le véritable détournement de fonds c'est l'extorsion de plus-value qui ne prendra fin qu'avec le système capitaliste.

Voilà pourquoi les mesures concernant la Sécurité sociale seront prises mercredi en même temps que le gouvernement examinera l'ensemble du plan Barre. Ce n'est pas étonnant puisqu'elles participent au même dessein : diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs pour préserver en ces temps de crise les profits capitalistes.

C'est pourquoi on peut s'attendre à une diminution des dépenses de santé et à une augmentation des cotisations «sociales» correspondant à un supplément d'impôts.

Nice

Provocations contre l'Humanité Rouge

Depuis quelques jours des inscriptions signées Humanité rouge sont apparues sur certains murs de la ville, notamment sur la MJC Magnan, un local du PCF et sur le mur d'enceinte du rectorat. Il s'agit d'une provocation visant à déconsidérer notre quotidien par la mise en avant de mots d'ordre réactionnaires et stupides du style «démission du recteur = répression».

D'autre part pour jeter le trouble, d'autres mots d'ordre appellent simplement à lire notre journal et donnent sa boîte postale. Quant à l'inscription «traître à la classe ouvrière» sur le local PCF nous n'avons pas pour habitude de nous cacher pour le lui dire, arguments à l'appui. Et face aux militants sincères notre attitude a toujours été et restera : correction et persuasion politique.

Nous demandons à tous nos amis lecteurs et sympathisants de nous signaler s'ils ont connaissance de telles inscriptions dans d'autres quartiers. D'ores et déjà, certains éléments apportés précisément par certains de nos lecteurs nous permettront d'identifier l'auteur de la provocation et ceux qui l'ont inspiré.

Pour la correspondance avec le journal téléphonez au : 607-23-75

A tous nos lecteurs

L'administration du journal rappelle :

— 1 Pour tous les règlements effectués, que ce soit affiches, «Faucille», «Jeune Garde Rouge», ou autres matériaux, il faut libeller les chèques, exclusivement au nom de l'Humanité rouge. Joindre avec un papier mentionnant l'objet du règlement, ou l'indiquer au dos du chèque.

— 2 Pour tous les tarifs d'abonnements à l'étranger, écrire directement au journal en précisant, pli fermé ou non, envois groupés ou au numéro etc. Les cas sont multiples et il sera répondu cas par cas.

— 3 Pour toute demande d'abonnement, réabonnement ou envois divers écrire en lettres majuscules d'imprimerie et sans abréviations les noms et adresses.

— 4 Des collections complètes de l'Humanité rouge sont disponibles pour 100 F port compris.

Il reste disponible des affiches «contre les licenciements», et des affiches de publicité pour le quotidien.

La lutte s'organise dans une cité de la banlieue de Metz

Le dortoir de la colère

Rappelons que suite à la réunion de locataires du 24 juin (voir HR No 521 du 1e juillet 76) les locataires Logi-est de la ZUP Metz-Borny ont rédigé une pétition signée par 198 d'entre eux sur 200 et envoyé une lettre au directeur de la société afin de réaffirmer leurs revendications : décompte des années précédentes, refus des augmentations.

Le vendredi 17/9 ils se sont réunis en assemblée générale au Centre social afin de discuter et décider de la suite de l'action. Après une heure de discussion ils ont dû se rendre à l'évidence : pour faire aboutir nos justes revendications, pour faire échec à la politique de la bourgeoisie, une seule solution : LUTTER TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS.

L'assemblée générale a décidé à l'unanimité la création d'un comité de défense des locataires, le blocage des charges jusqu'à l'annulation de l'augmentation du 1e Mai 1976. Le Comité de défense se réunit lundi 20/9 afin d'organiser pratiquement le blocage et l'information sur toute la ZUP, car l'augmentation touche aussi les locataires HLM.

Les communistes marxistes-léninistes de Borny qui militent activement avec les locataires et dans le Comité de défense appellent tous les locataires de la ZUP à soutenir cette lutte en renforçant le Comité de défense, car c'est tous ensemble et en même temps que nous devons bloquer nos charges et mener la lutte.

(à suivre)

Correspondant Hr Borny.

Des suicides qui accusent le capitalisme

A Nancy une femme de 50 ans, handicapée à 100 % et n'ayant pour seule ressource qu'une pension de 700 F par mois a tenté de se suicider dans les locaux de la Caisse d'allocations familiales où l'on refusait de lui donner de l'argent alors qu'elle n'avait plus un sou en poche. Ce n'est qu'à la suite de cet acte désespéré que le directeur de la Caisse s'est rendu compte qu'elle avait été rayée des listes du fait d'une défaillance de l'ordinateur et a débloqué l'argent qui lui était dû.

Le 9 septembre dernier, un commerçant s'est suicidé après un contrôle fiscal en laissant à sa femme une lettre dans laquelle il écrit : «Ce contrôle est le coup de grâce». Samedi dernier, un jeune agriculteur de la Somme, s'est pendu dans la grange de sa ferme. Dans une lettre il explique qu'à la suite de la sécheresse il se trouvait dans l'impossibilité de faire face à ses emprunts au Crédit agricole.

On fait confiance au talent des spécialistes de Freud pour rendre responsable de ces suicides la «nature humaine» et un prétendu «instinct de mort» : la bourgeoisie les paye grassement pour cela. Mais ils ne peuvent empêcher que dans leurs lettres ces suicidés eux-mêmes ont mis en cause le capitalisme qui les a poussés à ces actes de désespoir.

La justice... vue par Guichard

Guichard parlait au congrès de «l'Union nationale de la maçonnerie» dont le président s'était inquiété des poursuites judiciaires dont les entrepreneurs sont l'objet «au travers (et non «à cause», saisissez la nuance) des accidents sur les chantiers». Ce zélé ministre de la Justice a apporté des apaisements aux patrons dont les ouvriers se tuent ou se blessent durant leur travail et assuré qu'il userait de «persuasion» pour que les juges se montrent compréhensifs. «Les entrepreneurs français sont la chance de ce pays», a-t-il déclaré, et «si on ne les laissait pas travailler, on connaîtrait des jours bien difficiles». Si ça continue il accusera ceux qui protestent et qui luttent contre les accidents du travail de ne pas faire preuve de civisme ! On sait que les accidents du travail sont particulièrement fréquents sur les chantiers, les patrons refusant d'engager les dépenses nécessaires aux mesures de sécurité et obligeant les ouvriers à travailler dans des conditions précaires s'ils veulent toucher un salaire suffisant. Permettre aux patrons de faire davantage de profits au prix de la vie des travailleurs, la voilà la justice de Guichard.

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS ACHETEZ TOUJOURS L'HUMANITÉ ROUGE DANS LE MEME KIOSQUE

Le 9e Congrès international des Sciences préhistoriques s'est tenu à Nice

Le 9e Congrès international des sciences préhistoriques (1) s'est tenu ce mois-ci à Nice. Même si les autorités françaises ont fait autour de lui une propagande chauvine et si la grande presse a bêtifié à propos des hommes «des cavernes», il ne faut pas négliger cet événement scientifique. La préhistoire a été et reste un important domaine où s'affrontent matérialisme et idéalisme, théorie scientifique et obscurantisme des classes décadentes. Comme il est encore trop tôt pour examiner les apports de ce 9e Congrès, faisons un bref rappel de l'histoire et des luttes dans ce domaine.

LA LUTTE POUR CONNAITRE L'ORIGINE DE L'HOMME

La conception des origines de l'homme, en Occident, fut marquée par les théories idéalistes jusqu'au 18e siècle, et plus spécialement par la Bible. L'homme, selon toutes ces théories, était un être à part, spécialement créé à des fins mystiques, semblable dès l'origine à lui-même et tenant de l'esprit (de Dieu) tout ce qu'il a. Dès l'antiquité, toutefois, le poète, philosophe, matérialiste romain Lucrèce affirmait que la race humaine avait débuté sur terre comme les animaux, par une vie fruste et sauvage. L'Eglise étouffa cette voix et bien d'autres. Pendant de nombreux siècles la science officielle (la théologie) soumit les hommes à la volonté de Dieu, censé les avoir créés et qui se trouvait toujours, comme par hasard, dans la manche des possédants. Nos ancêtres étaient donc toujours ces deux paresseux : Adam et Eve.

Au 18e siècle, éclata le grand mouvement rationaliste (2) et antireligieux, fondement théorique de la révolution bourgeoise de 1789 appuyé sur le développement des sciences aux siècles précédents. Buffon et Linné, deux naturalistes, avancent alors l'idée d'une ordonnance logique des espèces animales où l'homme occupe une place précise. D'autres savants développent ces idées (3). En même temps les philosophes matérialistes (Diderot...), attaquent l'obscurantisme des conceptions bibliques. Toutefois ces matérialistes ne possèdent pas encore la méthode qui leur permettrait de franchir le pas en interprétant correctement tous les éléments dont ils disposent : la dialectique (en l'occurrence la théorie de l'évolution).

Le 19e siècle franchit ce pas : en 1820 Lamarck avance dans sa «Philosophie zoologique» l'hypothèse d'une origine animale de l'homme. Puis, en 1859, Darwin publie «l'Origine des espèces». Il établit selon quelles lois générales les espèces animales apparaissent, se transforment et disparaissent. Ainsi l'apparition de l'humanité ne peut être expliquée que par le *mouvement* (l'histoire, l'évolution) et *l'interaction* (4) de tous les phénomènes terrestres. A partir des années 1820 de nombreuses découvertes d'objets préhistoriques (et le progrès de l'égyptologie) avaient fait progresser l'idée, fondamentalement antireligieuse, d'une humanité antérieure à l'homme moderne. En 1860 Boucher de Perthes avance la thèse que les pierres taillées retrouvées sont contemporaines de races animales disparues. Malgré l'opposition farouche des milieux scientifiques officiels, bons catholiques et partisans de l'ordre social, les chercheurs font des découvertes qui prennent une valeur retentissante car ils sont désormais en mesure d'en donner une interprétation cohérente, matérialiste et dialectique. En 1856 Schaafhausen découvre les restes de «l'homme de Néanderthal» et démontre (ainsi que de nombreuses autres découvertes contemporaines de la science) que c'est le fabriquant des fameuses pierres taillées. Les arguments saugrenus des savants officiels ne peuvent empêcher la conclusion : il a existé avant nous, il y a des centaines de milliers d'années, des races humaines d'un type plus fruste, moins développé, mais utilisant toutes des outils. Notre propre espèce est apparue, pour l'Europe, vers les dernières glaciations quaternaires.

«LES ANCIENS DIEUX ET LES NOUVEAUX»

Développant les idées de Darwin sur un plan philosophique, Heckel écrivit la célèbre phrase : «L'homme descend du singe». D'un point de vue très strict on sait aujourd'hui que l'homme n'est jamais passé par le stade du singe, tout au plus viennent-ils d'une souche commune très tôt différenciée. Mais cette phrase n'en est pas moins un jalon important dans la lutte du matérialisme contre l'idéalisme. Elle énonçait, pour la première fois sur des bases scientifiques suffisantes, que l'humanité est l'objet de transformations et d'évolutions conditionnées par les circonstances matérielles sur la planète terre et non par une toute puissante pensée, destin ou autre. Il faut d'ailleurs noter que ce mouvement est exactement contemporain de la naissance de la théorie marxiste qui s'appuie sur la même démarche pour rendre compte de l'évolution de l'humanité dans la période historique. La connaissance des lois de l'évolution des sociétés humaines (ainsi que de la matière en général) doit nous permettre de ne pas mettre de nouveaux dieux, plus pernicieux, à la place des anciens, tel le «hasard» par exemple, que certains savants bourgeois (Monod...) s'attachent à faire passer pour le maître de notre destinée.

Dans un prochain article nous survolerons les temps préhistoriques pour nous convaincre que les civilisations actuelles sont le fruit du travail de millions de générations et, avant tout, que l'apparition du travail, «créant» l'homme, l'a libéré de la nature dans la mesure où il est de moins en moins soumis à ses «coups de dés».

Notes

(1) Période de l'histoire des peuples où ils utilisent des métaux plus couramment que le silex. L'état avancé de la production en fait des sociétés de classe. Elles entrent dans l'histoire avec l'écriture.

(2) Rationalisme. Nom donné aux doctrines affirmant la supériorité de la raison humaine sur la foi et la soumission aux dogmes religieux.

(3) Ces conceptions font, pour la première fois, descendre l'homme du monde animal, de la matière vivante. Il n'est plus un être en marge dépendant de Dieu

(4) L'action réciproque.

Television

Aujourd'hui Madame, lundi dernier

La bourgeoisie responsable de la délinquance

L'émission de lundi après-midi d'«Aujourd'hui Madame» avait pour thème «Comment vivent les femmes des prisonniers». Il était question de prisonniers de droit commun, souvent des jeunes délinquants.

Était invité un beau spécimen de juge au service des théories et pratiques de la bourgeoisie. Il se vantait et pensait faire croire que certains prisonniers sont en «semi-liberté», et il avait l'air content de ce qu'il disait. Mais les femmes présentes et un homme, dont je ne connais pas le nom, ni la profession, puisque je n'ai vu l'émission que dans les dix dernières minutes, ont expliqué ce que signifiait, en réalité, cette «semi-liberté» : le prisonnier doit travailler à l'extérieur de la prison, ce qui doit permettre, selon le juge, une réinsertion sociale du délinquant. Mais comment pouvoir parler de réinsertion sociale (au sens de réinsertion dans la société régie par le système capitaliste) quand ce juge oublie de nous dire que pour un travail «normal», le délinquant touche 1 200 F par mois en moyenne (on comprend que ce soit une main-d'œuvre extrêmement tentante pour les patrons), et qu'en fait, il doit donner la quasi-totalité de sa «paie» à l'administration de la prison qui se fait un plaisir de répartir ce petit gain : 50 % à la prison et le reste pour payer les frais de justice. Et encore ce n'est pas suffisant, car les femmes des prisonniers passent leur temps à chercher de l'argent pour finir de payer ces frais ! Voilà ce qu'on appelle de la «réinsertion sociale» pour un bourgeois. On comprend que la plupart du temps, ceux qui sont remis en «liberté», récidivent dès leur sortie de taule !

Une lectrice

A PROPOS DU PROGRAMME TV

Venons-en aujourd'hui à la forme concrète qu'a revêtue et que peut revêtir cette question de la télévision dans notre journal.

La critique la plus justifiée et la plus souvent formulée concerne le contenu des programmes TV tels que nous les avons présentés. On a souvent parlé à leurs propos de sectarisme, de dogmatisme, de visions unilatérales, schématiques, stéréotypées, etc. Il est vrai que, tout en prenant une décision tout à fait juste pour mener la lutte idéologique et culturelle en ce qui concerne la télévision, nous avons en même temps envisagé ce travail sans mettre la politique au poste de commande. C'est en pensant à répondre du tac-au-tac, en voulant tout dire et parler de tout, qu'en fait, nous n'avons pas souvent répondu du tac-au-tac, ni n'avons dit grand-chose. Or, en faisant ce travail, à qui nous adressons-nous ? A quelques militants avertis ou aux larges masses des travailleurs ? Bien sûr, aux travailleurs. Ce n'est pas en traitant un film de «bourgeois» ou de «révisionniste» que nous donnerons des arguments. Ainsi disait ce lecteur postier : «On ne peut pas se contenter de dire : la TV nous endort. Beaucoup de travailleurs le savent. Il faut expliquer comment». La lutte sur le front culturel a pour objectif, entre autres, de combattre les idées bourgeoises qui empoisonnent les travailleurs. Or, pour combattre ces idées parmi les masses, nous devons nous inspirer des enseignements révolutionnaires de Mao Tsé-toung : «... — *toute erreur est à critiquer, toute herbe vénéneuse est à combattre* —, *mais cette critique ne doit pas être dogmatique ; il faut écarter la méthode métaphysique et faire tout son possible pour employer la méthode dialectique*» «*Nous devons ensemble, les masses et nous, apprendre à faire soigneusement la distinction* (entre les herbes vénéneuses réelles et les fleurs odorantes réelles NDLR) *et, en nous servant de méthodes correctes, lutter contre les herbes vénéneuses*». (1). Quels sont les moyens qui doivent nous permettre, pour un film, par exemple, d'avoir une vue d'ensemble, de fournir des arguments ? Nous devons tenir compte, indique encore Mao Tsé-toung (2) des intentions de l'auteur et des résultats de son travail. Mais ce qui est déterminant, c'est de savoir si ce film est utile aux masses ou non. «*Pour juger si l'auteur est guidé par des intentions justes et bonnes, nous ne devons pas nous référer à ses déclarations, mais à l'effet de ses actes (principalement de ses œuvres) sur les masses de la société*» (2). Pour connaître cet effet, faut-il rester enfermés, à se torturer l'esprit pour trouver des idées, entre 4 murs et pour nous, dans nos salles de rédaction ? Un groupe de lecteurs a justement écrit qu' «*avant de critiquer une émission, il faut enquêter pour savoir ce qui plait et ce qui ne plait pas dans l'émission*» et que «*si les masses aiment "Au théâtre ce soir", ce n'est pas parce que ce sont des idiots*».

Ce problème, s'il est abordé à propos des programmes TV, est un problème bien plus vaste qui touche non seulement les questions de l'art de de la littérature, de la culture et de l'idéologie en général, mais aussi les principes d'action des révolutionnaires, des marxistes-léninistes en général. Comment peut-on prétendre diriger les masses correctement, si on ne les connait pas, si on ne connait pas leurs besoins ? Demain, et pour terminer ces longs articles à propos de la TV, nous vous soumettrons quelques nouvelles propositions.

***

(1) : De la juste solution des contradictions au sein du peuple.

(2) : Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yenan.

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	60 F
3 mois	95 F	180 F
6 mois	190 F	360 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022-6072 - La Source

l'Humanité Rouge

«De la juste solution des contradictions au sein du peuple» de Mao Tsé-toung

UN APPORT INESTIMABLE

Le 27 février 1957, quelques mois seulement après le soulèvement contre-révolutionnaire de Hongrie (1), le président Mao présente devant la Conférence suprême d'État une intervention publiée peu de temps après dans le Renmin Ribao (Quotidien du peuple). Cette intervention est connue sous le titre *«De la juste solution des contradictions au sein du peuple»*.

La gravité des événements contre-révolutionnaires de Budapest, le fait qu'une partie des masses en Hongrie aient été trompées par les contre-révolutionnaires de l'intérieur et de l'extérieur du pays, posaient de graves questions. Mao Tsé-toung le dit sans son intervention :

«Certaines personnes dans notre pays se sont réjouies des événements de Hongrie. Elles ont espéré que des événements semblables se produiraient en Chine, que les gens descendraient par milliers dans la rue et se dresseraient contre le gouvernement populaire. De telles espérances sont contraires aux intérêts des masses populaires et ne sauraient trouver leur appui.»

L'application de la conception marxiste du monde à la société socialiste

Mais le problème se posait : comment dans la société socialiste, alors que le pouvoir n'est plus entre les mains de la bourgeoisie, une partie des masses populaires peut-elle être trompée et entraînée à de graves actions par l'impérialisme et les forces réactionnaires de l'intérieur ?

C'est cette question que Mao Tsé-toung va s'attacher à traiter en tirant le bilan de l'expérience du Mouvement communiste international sur l'édification du socialisme et en s'appuyant sur la riche expérience acquise avant la révolution socialiste, dès 1927.

Il n'est pas inutile de remarquer que *«De la juste solution des contradictions au sein du peuple»* est publié dans un recueil intitulé «Quatre essais philosophiques» de Mao Tsé-toung. Ce n'est pas un hasard. Venant après «De la pratique» et «De la contradiction», l'intervention de Mao Tsé-toung est l'application pratique de la conception matérialiste dialectique du monde aux conditions concrètes de la société socialiste.

D'autre part dans l'intervention elle-même, il y a un mouvement incessant entre la théorie, la conception générale du monde et les problèmes concrets à résoudre, ce qui donne une valeur universelle aux principes dégagés par Mao Tsé-toung précisément sur la question de la solution des contradictions au sein du peuple, dans le camp de la révolution.

Ainsi Mao Tsé-toung part d'une constatation dans la société socialiste : après la prise du pouvoir par le prolétariat et le peuple de nombreuses contradictions et luttes continuent d'exister. Rien n'est plus étranger à Mao Tsé-toung que de présenter les choses de façon unilatérale, parfaite, car cela n'existe pas. Pour savoir si une chose est bonne ou mauvaise, il faut savoir ce qui domine en elle, c'est le seul moyen pour l'améliorer ou la transformer. Cela explique pourquoi tous les visiteurs qui se rendent en Chine sont surpris d'entendre de nombreux responsables chinois réclamer leurs critiques. C'est un moyen de mieux connaître ce qui ne va pas et qui existe nécessairement.

Donc, dans la société socialiste, il y a des contradictions, c'est ce que Mao commence par constater. Il en énumère un certain nombre.

Il y a bien sûr une contradiction entre les partisans du socialisme, le prolétariat et le peuple, et les ennemis, ceux qui s'opposent au socialisme et réclament le capitalisme.

Mais il y a d'autres contradictions, et celles-là parmi les travailleurs eux-mêmes :

«Dans les conditions actuelles de notre pays, les contradictions au sein du peuple comprennent les contradictions au sein de la classe ouvrière, les contradictions au sein de la paysannerie, les contradictions parmi les intellectuels, les contradictions entre la classe ouvrière et la paysannerie, les contradictions qui opposent les ouvriers et les autres travailleurs à la bourgeoisie nationale, etc. Notre gouvernement populaire est l'authentique représentant des intérêts du peuple et est au service de celui-ci ; mais entre lui et les masses il y a également des contradictions. Ce sont notamment celles qui existent entre les intérêts de l'État, de la collectivité et de l'individu, entre la démocratie et le centralisme, entre les dirigeants et les dirigés, entre certains travailleurs de l'État qui pratiquent un style de travail bureaucratique et les masses populaires.»

Toutes ces contradictions se manifestent par des luttes qui peuvent prendre des formes différentes suivant les circonstances, mais le problème du parti communiste c'est de résoudre ces contradictions.

Apprendre à résoudre les différentes contradictions est une condition du développement de la révolution et de l'édification socialiste.

Éliminer les contre-révolutionnaires

La première chose que fait Mao Tsé-toung par rapport aux contradictions dans la société socialiste, c'est de tracer une ligne de démarcation extrêmement nette entre les deux sortes de contradictions : les contradictions entre le peuple et ses ennemis, entre la révolution et la contre-révolution d'un côté, et les contradictions au sein même du peuple.

L'enseignement inestimable de Mao Tsé-toung c'est de développer des méthodes différentes pour résoudre ces deux sortes de problèmes. Bien entendu Marx avait déjà expliqué que la dictature du prolétariat était l'exercice de la répression contre les exploiteurs mais l'exercice de la démocratie la plus large dans le peuple. Mais Mao Tsé-toung a approfondi la théorie marxiste sur ce point en tirant, il ne faut jamais l'oublier, les leçons entre autres de l'expérience de l'URSS. On sait tout le tapage qu'ont fait les révisionnistes modernes sur la question de Staline. Mettant à profit certaines erreurs de Staline les révisionnistes, Khrouchtchev en tête, ont calomnié celui qui a dirigé le peuple soviétique et défendu la dictature du prolétariat après Lénine. Cela explique que certaines personnes ne comprennent pas pourquoi les marxistes-léninistes considèrent Staline comme un des grands dirigeants révolutionnaires prolétariens. En vérité les authentiques communistes ont été les premiers à souligner les erreurs de Staline, mais en traçant toujours une ligne de démarcation infranchissable entre Staline, la révolution d'une part et Trotsky et la contre-révolution d'autre part.

C'est ainsi que parmi les erreurs de Staline les communistes chinois ont souligné que dans la répression des contre-révolutionnaires de bons camarades ont été réprimés tandis que d'authentiques contre-révolutionnaires échappaient à la répression. Dans la résolution de cette contradiction entre le peuple et les contre-révolutionnaires il est arrivé que des erreurs aient été commises en Chine aussi dans l'élimination des contre-révolutionnaires. Cependant celles-ci furent rares et aussitôt corrigées. Pourtant, profitant de l'occasion offerte par une vérification générale du travail d'élimination des contre-révolutionnaires, en 1957, les droitiers de la bourgeoisie fomentèrent des troubles et attaquèrent la politique d'élimination des contre-révolutionnaires. C'est pourquoi Mao parle de cette question :

«Notre travail d'élimination des contre-révolutionnaires est marqué essentiellement par des succès, mais des erreurs ont aussi été commises. Dans certains cas, il y a eu des excès, et dans d'autres, des contre-révolutionnaires ont échappé au châtiment. Notre politique en cette matière est la suivante : "S'il y a des contre-révolutionnaires, il faut les éliminer ; s'il y a des erreurs, il faut les corriger." Notre ligne de conduite dans le travail de l'élimination des contre-révolutionnaires, c'est la liquidation de la contre-révolution par les masses. Certes, malgré l'application de cette ligne de masse, des fautes peuvent encore apparaître dans notre travail ; mais elles seront relativement peu nombreuses et plus faciles à corriger. Les masses acquièrent leur expérience dans la lutte. Si elles agissent correctement, elles acquièrent l'expérience des actions correctes ; si elles commettent des erreurs, elles tirent la leçon des erreurs commises.»

Telle est l'orientation et la méthode fondamentales pour résoudre la contradiction entre le peuple et les contre-révolutionnaires : il faut éliminer radicalement et totalement les contre-révolutionnaires et s'appuyer sur les masses populaires pour le faire.

Combattre le bureaucratisme et éduquer les masses

Mais peut-on résoudre de la même manière les contradictions au sein du peuple ?

S'appuyant sur une très longue expérience qu'il commença avec la création de l'Armée rouge des ouvriers et des paysans en 1927, Mao Tsé-toung explique que non.

Au sein du peuple il est impossible d'agir par la répression. Le seul moyen c'est de partir du désir d'unité et par la critique et l'autocritique parvenir à une nouvelle unité. Par exemple, dans le cas des ouvriers et des étudiants qui firent des troubles pour des satisfactions matérielles, Mao Tse-toung explique que ces personnes partaient d'un point de vue limité à leurs intérêts.

Cependant certaines de leurs revendications pouvaient être satisfaites, d'autres non. Et Mao tout en soulignant qu'*«une partie des masses a souvent tendance à concentrer son attention sur des intérêts immédiats, partiels et personnels, et ne comprend pas ou ne comprend pas suffisamment les intérêts à long terme, d'importance nationale et collectifs»* souligna que même dans ce cas on ne saurait agir par coercition.

Des méthodes erronées, notamment le bureaucratisme qui procède par décisions autoritaires sans consulter les masses, peut aboutir à des manifestations erronées. C'est pourquoi il faut combattre le bureaucratisme et éduquer idéologiquement et politiquement les masses.

Et si des troubles apparaissent ?

«Nous n'approuvons pas les troubles, car les contradictions au sein du peuple peuvent être résolues suivant la formule : "unité-critique-unité", tandis que les troubles causent toujours des préjudices et ne sont pas favorables au progrès du socialisme.»

Mais, ajoute Mao Tsé-toung :

«Si, par suite de notre travail défectueux, des troubles surgissent, il faut ramener sur le bon chemin la partie des masses qui y participe, il faut utiliser ces troubles comme un moyen particulier pour améliorer notre travail et pour éduquer les cadres et les masses, et il faut résoudre les questions qui n'avaient pas été résolues antérieurement. En résolvant la question des troubles, on doit effectuer un travail minutieux, et non recourir à des méthodes simplistes, ni «se hâter de sonner la retraite avant d'avoir vaincu complètement l'adversaire». Il ne faut pas congédier les meneurs de troubles sans avoir mûrement réfléchi, à l'exception de ceux qui ont transgressé la loi pénale et des contre-révolutionnaires actifs, lesquels doivent tous être jugés et punis. Dans un grand pays comme le nôtre, il n'y a pas lieu de s'alarmer si un petit nombre de gens créent des troubles ; ces troubles devraient plutôt nous aider à nous débarrasser de la bureaucratie.»

Au cours de la Grande Révolution culturelle prolétarienne le président Mao devait encore approfondir cette question et souligner notamment que *«la lutte de classes c'est l'axe qui entraîne tout le reste»*. Résoudre les différents types de contradictions dans la société de manière correcte c'est nécessairepour bien mener la lutte de classes contre la bourgeoisie, consolider la dictature du prolétariat, édifier le socialisme et parvenir au communisme. C'est ce qu'a toujours fait le président Mao lorsqu'il a analysé l'expérience de la dictature du prolétariat en URSS et dans d'autres pays. La Grande Révolution culturelle fut l'application des principes ainsi dégagés : jamais dans l'Histoire un aussi grand nombre de travailleurs n'avaient participé à la lutte contre les contre-révolutionnaires, les révisionnistes, jamais aussi dans l'Histoire on n'avait assisté à un aussi gigantesque mouvement d'éducation idéologique et politique des masses.

* Il s'agit de la rébellion contre-révolutionnaire qui eut lieu en 1956. Vers la fin d'octobre, à l'instigation des impérialistes, un soulèvement contre-révolutionnair éclata en Hongrie socialiste : des communistes et d'autre révolutionnaires furent massacrés en grand nombre et Budapest, la capitale, fut occupé pendant un temps. Les impérialistes tentèrent d'ouvrir par la Hongrie une brèche dans le camp socialiste, afin de pouvoir briser les États socialistes un à un. Le 4 novembre, le peuple hongrois constitua le Gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan et, aidé par l'armée soviétique et bénéficiant de la sympathie et du soutien de tout le camp socialiste et des forces progressistes du monde entier, il fit échouer le complot visant à la restauration de la contre-révolution.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 3e trimestre 1976